



Décembre 2013 - N° 121

Conjoncture économique en Loir-et-Cher

Résultats de l'enquête menée entre le 21 novembre et le 4 décembre 2013

Analyse réalisée sur la base de 170 réponses exploitables

Dans un contexte économique perturbé, la **Chambre de Commerce et d'Industrie** Territoriale de Loir-et-Cher et l'**Observatoire**, en partenariat avec le **Conseil général**, poursuivent l'enquête rapide de conjoncture mise en œuvre depuis 2009. Celle-ci a pour objet de pallier l'insuffisance des informations disponibles au niveau local sur l'impact de la crise et son ampleur. Pour cette 13^{ème} édition, 195 responsables de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de gros se sont connectés au site Internet dédié à cette enquête entre le 21 novembre et le 4 décembre 2013.

170 réponses ont pu être exploitées. Trois relances ont été effectuées à quelques jours d'intervalle, permettant d'atteindre un **taux de retour de 10 %**. Les entreprises correspondantes emploient environ **1 750 salariés**.

Les **anticipations** des dirigeants recueillies lors de l'enquête du mois de juin se sont malheureusement **vérifiées**. **L'activité ne redécoule pas** ; elle aurait même tendance à **s'effriter peu à peu**. Bien sûr, on trouve ici ou là des entreprises qui se portent bien, qui exportent, qui ont des carnets de commande bien remplis, mais ce sont des exceptions. Majoritairement, **les chiffres d'affaires se contractent**. Depuis plusieurs trimestres, le **commerce de gros** est le secteur qui semble **le plus souffrir** de ce marasme, du fait de sa très grande dépendance vis-à-vis du niveau d'activité des autres branches (au même titre que le transport).

Chez nos répondants, la **situation financière s'est dégradée** au cours de l'été. Les entreprises de services, souvent de petite taille, sont les plus fragilisées. Les responsables ont à faire face de plus en plus souvent à l'allongement des délais pris par leurs clients pour régler les factures.

L'investissement pâtit inévitablement de cette conjoncture morose. La proportion des **établissements opérant des reports** croît petit à petit ; pour cette enquête, elle atteint **7 sur 10**. Les **efforts d'innovation** sont également **mis à mal**. Dans la mesure du possible, les entreprises tentent cependant de les maintenir, voire de les intensifier quand elles en ont la possibilité. La taille et la surface financière jouent alors un rôle nettement plus important que le secteur. Le positionnement sur un marché plus vaste que

le territoire local ou national probablement aussi. On remarque en effet que **les entreprises exportatrices** (peu nombreuses il est vrai) **ont connu davantage de succès** au cours des derniers mois que précédemment.

Depuis le printemps, les **retombées négatives sur les effectifs permanents** se font sentir plus pesamment ; la tendance s'est confirmée, voire amplifiée, durant l'automne. La construction est particulièrement confrontée à ces réductions de postes, y compris non permanents. **Le recours au chômage partiel** se maintient à niveau marginal.

Les **prévisions** pour les prochains mois sont à l'image de l'activité passée et **ne laissent entrevoir aucune amélioration**. Les carnets de commande ne se regonflent pas, en particulier dans le commerce de gros et les services. La majorité des dirigeants s'attendent à

une **activité de nouveau en baisse**, ce qui aura pour conséquence de nouvelles coupes dans les effectifs temporaires. Plusieurs d'entre eux pensent même que la survie de leur entreprise est en cause. Le **moral s'effrite de nouveau** ; le **sentiment général est au pessimisme** dans de larges proportions et ce pour la cinquième enquête consécutive. Il ne faut cependant pas méconnaître l'aspect psychologique d'une telle réaction. Les responsables, comme le grand public, sont largement influencés par le **climat général**, lequel est **fréquemment ressenti plus sombre** que la situation de chacun pris isolément.

Le moral des dirigeants s'effrite de nouveau

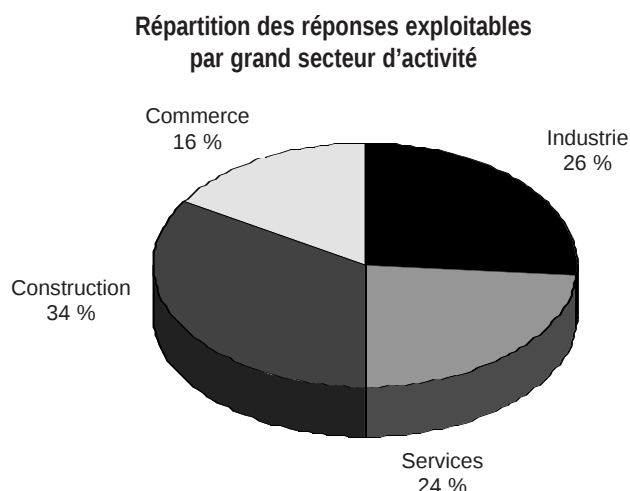
S O M M A I R E

170 réponses exploitables	2	Les effectifs permanents plus fréquemment impactés	7
Répartition par activité	2	Net recul du recours à l'intérim dans la construction	7
Répartition par taille	2	Le chômage partiel n'est pratiquement pas utilisé par les répondants	8
Les évolutions récentes	3	L'innovation mise à mal dans 4 entreprises sur 10	8
Le recul de l'activité affecte de nouveau 6 entreprises sur 10	3	Les prévisions pour les prochains mois	9
Des marchés qui se contractent	3	Les responsables toujours inquiets pour leurs carnets de commandes, surtout dans le commerce de gros	9
Une entreprise sur 3 est confrontée à des difficultés financières sérieuses	4	Les cas de suppression de postes permanents devraient être un peu moins nombreux	10
Les relations avec les banques restent plus tendues dans les services	4	Vers une nouvelle réduction des postes non permanents	10
Allongement des délais de règlement des clients	5	Le pessimisme tend à s'étendre	11
Les entreprises exportatrices (peu nombreuses parmi les répondantes) ont fait preuve de dynamisme	6	Le moral faiblit de nouveau	12
L'investissement en panne	6		

170 réponses exploitables

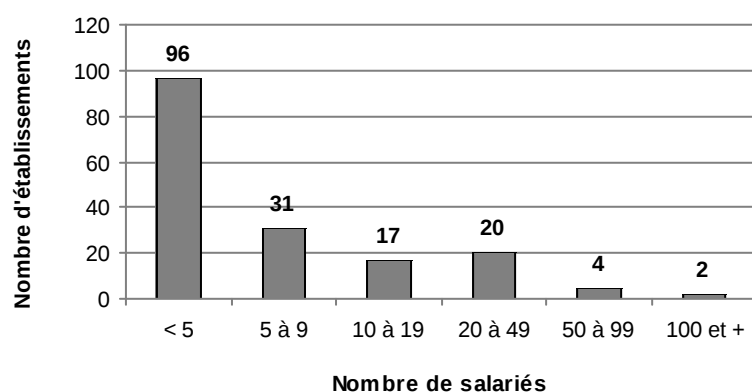
Répartition par activité

Le poids de chacune des activités (par grand secteur) reflète le choix initial qui a été opéré. Une large part a été donnée à l'industrie, secteur où un grand nombre d'emplois est en jeu et à la construction, qui tient une place importante dans le milieu rural.



Répartition par taille

Répartition des réponses exploitables selon la taille des établissements



170 entreprises

Les évolutions récentes

Aucune amélioration n'est intervenue depuis le début de l'été : **le chiffre d'affaires est en baisse dans 6 entreprises sur 10**. Ce ratio est quasiment inchangé depuis plusieurs enquêtes. Pas de modification non plus dans **l'intensité de ce recul**, jugé **fort par 1 responsable sur 6** comme en juin et en mars.

De même, le **commerce de gros** est toujours le plus touché (baisse d'activité dans un peu plus de 2 établissements sur 3). La situation s'est en revanche dégradée davantage dans la construction.

Cependant, plus d'**1 entreprise sur 10** a **accru son chiffre d'affaires**, part en très légère progression. Dans le commerce de gros et les services, on compte plus de 2 établissements sur 10.

Maintien de l'activité pour 4 entreprises industrielles sur 10 (un peu plus d'1 sur 4 globalement).

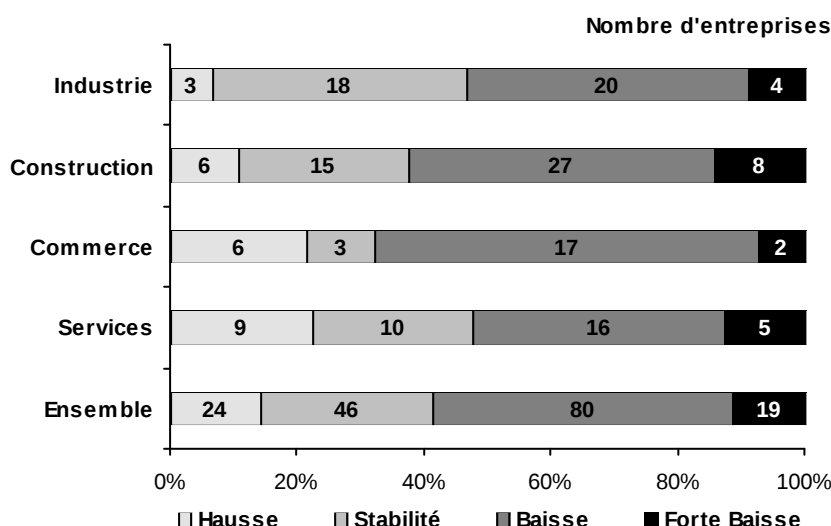
Les **pertes de marché ou de clients** sont nombreuses dans la **construction**, comme auparavant (6 sur 10). **Globalement**, près d'**1 entreprise sur 2 y est confrontée**.

Les services paraissent un peu plus épargnés (moins de 4 sur 10). Ce sont d'ailleurs eux qui, comme en juin, ont le plus de réussite dans la **conquête de nouveaux marchés** (2 entreprises sur 10).

Globalement, 1 entreprise sur 10 est parvenue à accroître sa clientèle (aucune dans le commerce de gros) au cours des trois mois écoulés.

Le recul de l'activité affecte de nouveau 6 entreprises sur 10

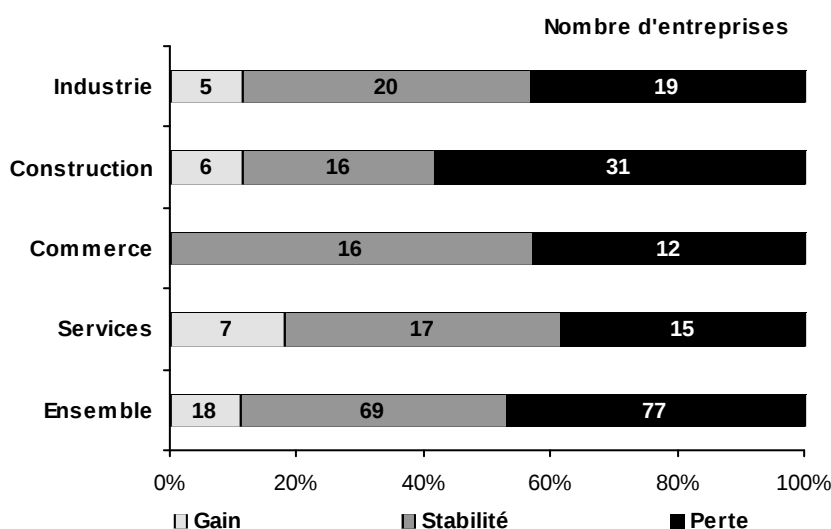
Evolution des chiffres d'affaires au cours des 3 derniers mois



169 réponses

Des marchés qui se contractent

Clients / marché : évolution récente

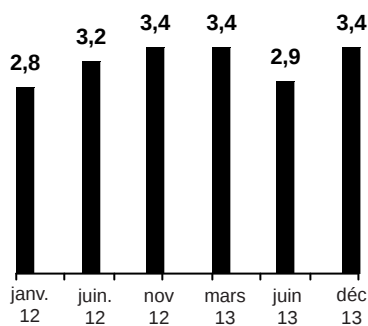


164 réponses

La **situation financière** des entreprises s'est apparemment **dégradée** depuis juin. **Un responsable sur 3** déclare éprouver des **difficultés fortes ou assez fortes**, contre à peine 3 sur 10 précédemment. Les **services** connaissent la **situation la plus alarmante** (pas loin de 4 entreprises sur 10).

Logiquement, la **proportion** de celles ne rencontrant **pas de problème** s'est **réduite**.

Evolution de la part des entreprises éprouvant des difficultés financières fortes ou assez fortes (en pour 10)

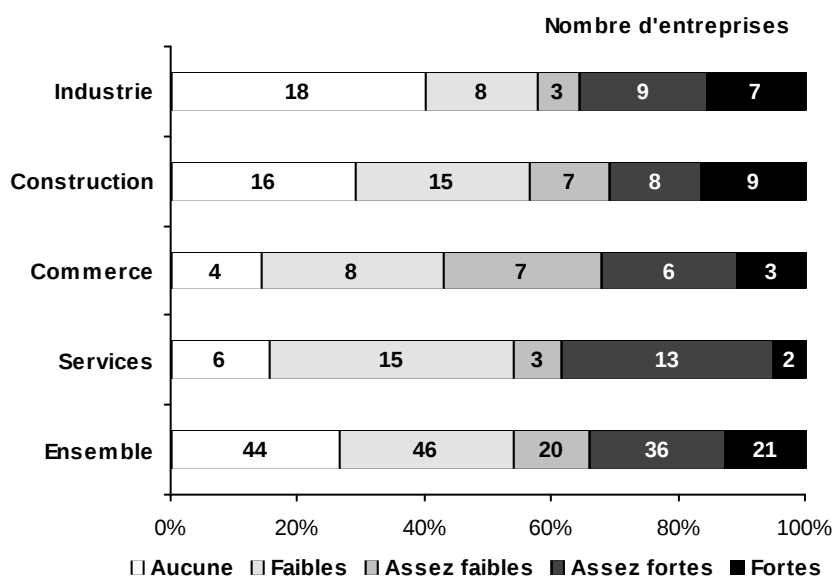


Cette situation financière difficile dans les **services** se traduit par des **relations plus tendues avec les banques** que dans les autres secteurs (1 entreprise sur 4 contre moins de 2 sur 10). Toutefois, on ne constate pas d'amplification depuis juin.

Au total, **8 responsables sur 10** considèrent que les **relations n'ont pas été modifiées**.

Une entreprise sur 3 est confrontée à des difficultés financières sérieuses

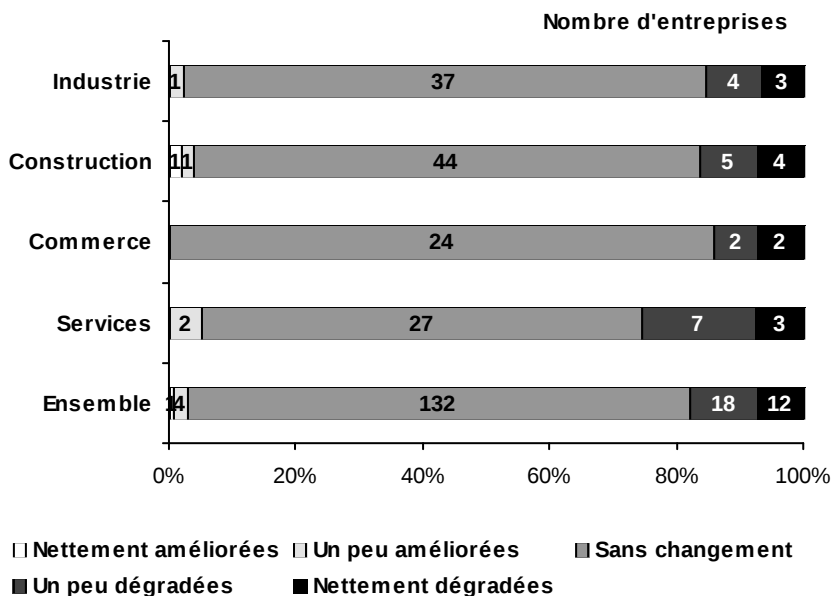
Difficultés financières : existence et intensité



167 réponses

Les relations avec les banques restent plus tendues dans les services

Evolution récente des relations avec les banques



167 réponses

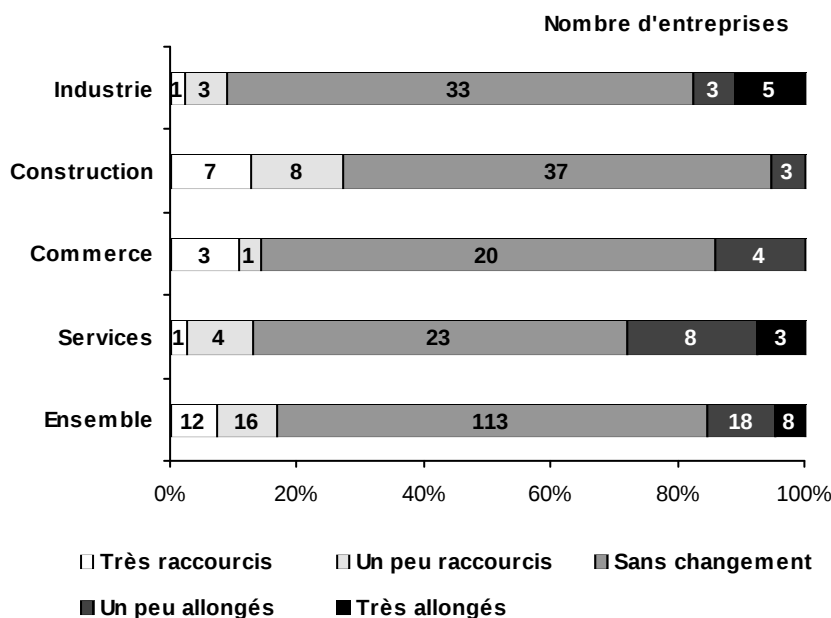
Les **délais** de règlement des **fournisseurs** par les entreprises demeurent **peu impactés**, constat qui se renouvelle depuis plusieurs enquêtes. Les **écarts entre secteurs** sont de surcroît **peu marqués**. Les cas d'allongement et ceux de raccourcissement sont équivalents toutes activités confondues ; seule exception, la construction (délais raccourcis pour 1 entreprise sur 4).

Paradoxalement, contrairement aux délais fournisseurs, les **délais clients s'allongent**. La **proportion** des dirigeants ayant constaté le phénomène s'est de nouveau **accrue** pour atteindre **6 sur 10**. Le phénomène est particulièrement prégnant dans les **services** (2 sur 3). La construction, moins concernée jusque là, a rejoint en décembre la moyenne générale.

Allongement des délais de règlement des clients

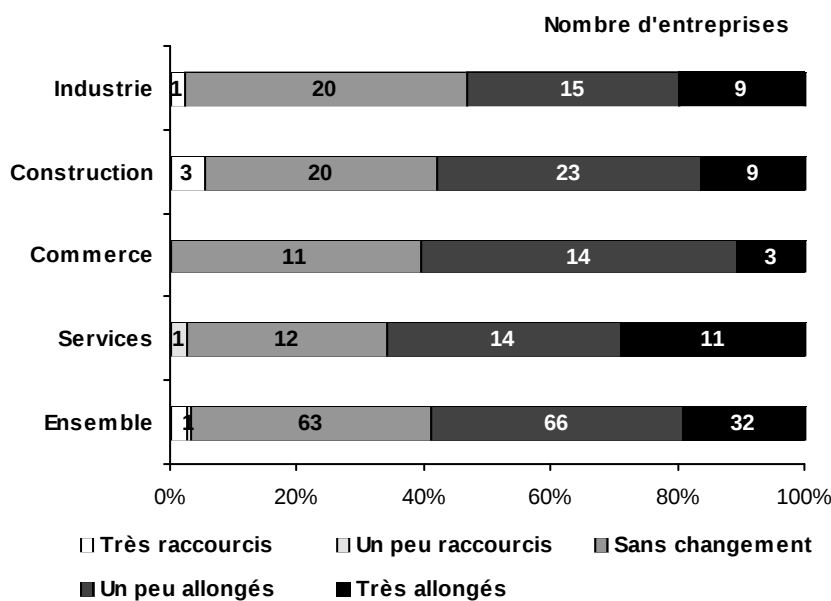
Délais de règlement...

...aux fournisseurs



167 réponses

...des clients



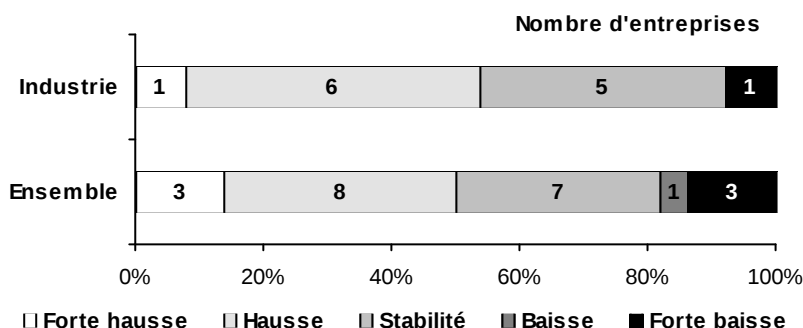
166 réponses

La **proportion des entreprises ayant une activité à l'export** parmi les répondants est toujours très **faible** ; l'interprétation des résultats s'avère donc délicate.

1 entreprise exportatrice sur 2 a gagné des parts de marché à l'international. 1 sur 3 a consolidé sa position. Les cas de repli apparaissent limités.

Les entreprises exportatrices (peu nombreuses parmi les répondantes) ont fait preuve de dynamisme

Evolution des exportations au cours des 3 derniers mois



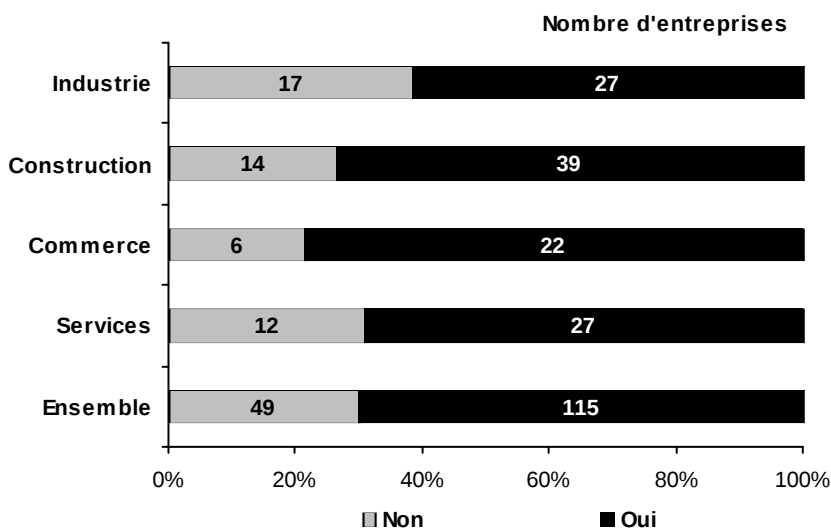
22 entreprises concernées
Compte tenu du faible nombre de réponses dans les autres secteurs d'activité, seuls les résultats de l'industrie sont présentés

La part des **entreprises dissuadées d'investir** est montée d'un cran. Elle atteint **7 sur 10** en décembre, plus haut niveau enregistré depuis 2009. Cette évolution est due à une **brutale augmentation** de cette proportion dans les **services** (2 points de plus qu'en juin).

Les décisions de report sont moins fréquentes dans l'industrie que dans les autres secteurs.

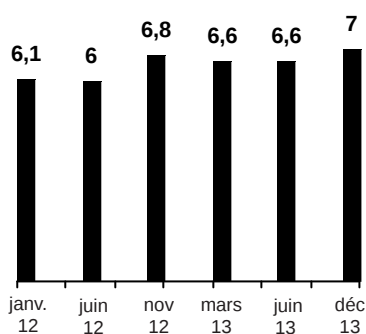
L'investissement en panne

Décision de reporter des investissements¹



164 réponses

Evolution de la part des entreprises ayant décidé d'ajourner leur décision d'investir (en pour 10)



1. Précisons que la formulation de la question ne permet pas d'isoler les entreprises n'ayant pas au préalable de projets d'investissement et n'ont donc pas de report à effectuer.

La **suppression de postes permanents** est intervenue au cours des derniers mois dans **plus de 2 entreprises sur 10**, davantage encore dans la construction (3 sur 10). Les services sont plus épargnés (moins de 1 sur 10).

La **stabilité** l'emporte encore dans **3 établissements sur 4** (davantage dans les services et le commerce, plus de 8 sur 10), mais **les cas de croissance** des effectifs sont très marginaux.

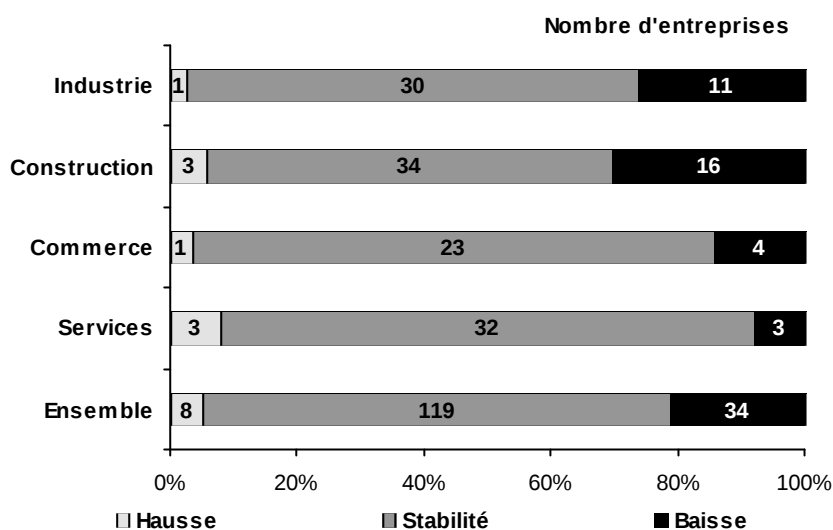
4 établissements sur 10 ont eu recours à des salariés non permanents (intérim et CDD) au cours de la période récente, proportion légèrement supérieure aux précédentes. Le nombre d'utilisateurs reste donc limité, nécessitant une certaine prudence dans l'analyse.

On constate une **diminution** dans **plus de 4 établissements utilisateurs sur 10**. Hormis l'industrie, tous les secteurs sont concernés, mais plus particulièrement la **construction**, où des **postes ont été supprimés dans 2 entreprises sur 3**.

Néanmoins, des entreprises ont maintenu leurs **équipes d'appoint** et certaines les ont même **renforcées**, notamment **dans l'industrie** (1 entreprise sur 4).

Les effectifs permanents plus fréquemment impactés

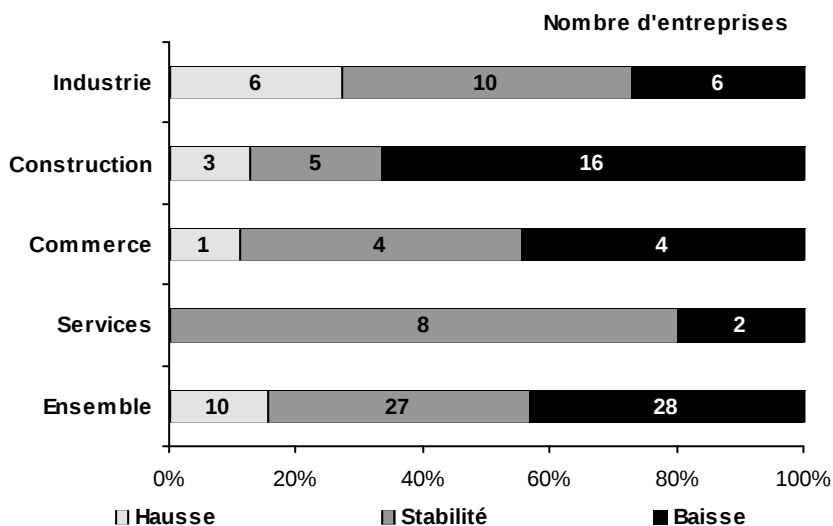
Evolution récente des effectifs permanents



161 réponses

Net recul du recours à l'intérim dans la construction

Evolution récente des effectifs non permanents

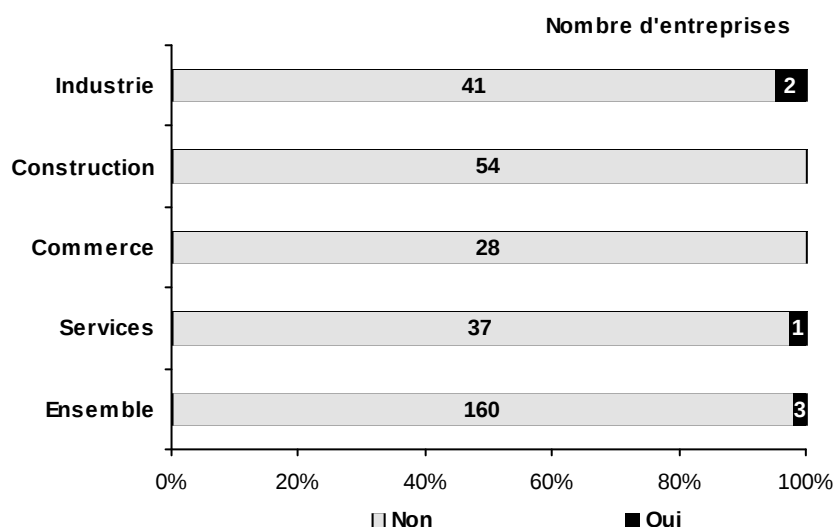


65 entreprises concernées

3 entreprises seulement ont recouru au chômage partiel, parmi celles ayant répondu à l'enquête. Ce résultat corrobore les informations recueillies auprès de la Direccte : contrairement à la phase 2008-2009, cette mesure est très peu utilisée actuellement.

Le chômage partiel n'est pratiquement pas utilisé par les répondants

Recours au chômage partiel



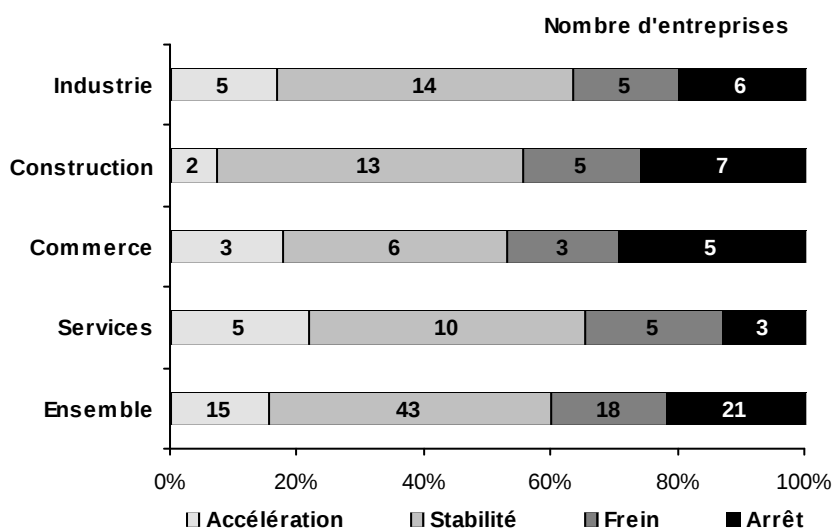
163 réponses

97 entreprises de l'échantillon recueilli ont une **politique active d'innovation ou de recherche et développement** (soit 6 sur 10). Parmi celles-ci, **21 ont arrêté** leurs programmes et **19 les ont freinés**. On note une répartition sectorielle beaucoup plus homogène que lors de la précédente enquête.

Les **efforts** ont été **maintenus** globalement dans **43 établissements** (plus de 4 sur 10, comme précédemment). Ils ont été **intensifiés** dans **15 entreprises**.

L'innovation mise à mal dans 4 entreprises sur 10

Impact sur les activités de R&D, innovation, développement de nouveaux produits ou services



97 entreprises concernées

Les prévisions pour les prochains mois

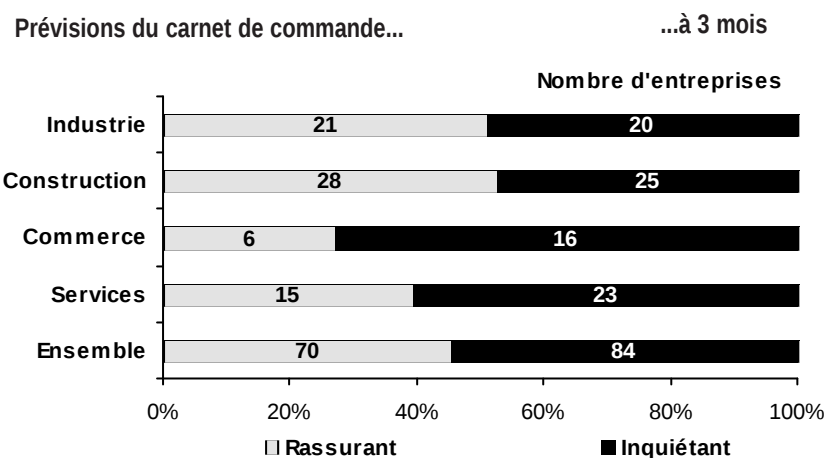
La part des responsables se déclarant **inquiets de leur carnet de commande à 3 mois** ne faiblit pas (**plus d'un sur 2**). Elle aurait même tendance à augmenter quelque peu, notamment dans les services et le **commerce de gros** ; pour ce dernier, elle est proche de 3 sur 4. Cependant, dans **l'industrie et la construction**, les carnets sont jugés **rassurants** par une **majorité de dirigeants**.

(voir également p. 12)

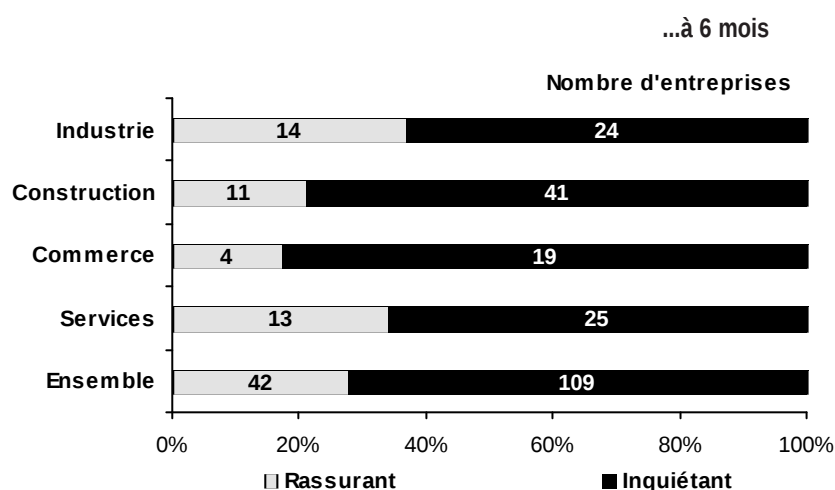
Après une légère amélioration au cours des 2 enquêtes précédentes, **la visibilité à 6 mois s'est de nouveau détériorée**. Tous secteurs confondus, **plus de 7 dirigeants sur 10 expriment leur inquiétude**. Dans le commerce, ils sont plus de 8 sur 10. Toutefois, on rencontre encore des **carnets suffisamment garnis dans 1 entreprise sur 3** au moins de l'industrie et des services.

En **majorité**, les dirigeants anticipent une **nouvelle dégradation** de leur activité pour le trimestre à venir. C'est spécialement le cas dans la **construction et le commerce** (recul attendu dans 6 unités sur 10). Seule **l'industrie échappe à ce mouvement**, la stabilité devant l'emporter dans 1 entreprise sur 2. Comme précédemment, une **hausse** devrait survenir dans 1 **établissement sur 10** en moyenne.

Les responsables toujours inquiets pour leurs carnets de commandes, surtout dans le commerce de gros

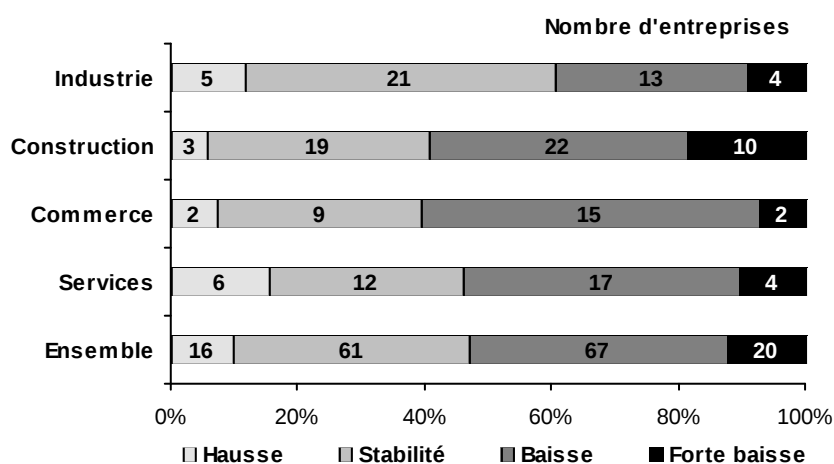


154 réponses



151 réponses

Prévisions d'évolution de l'activité

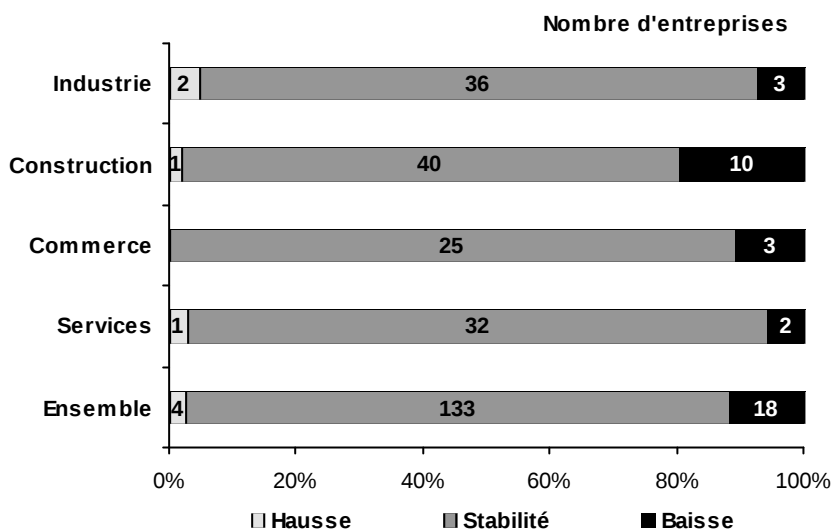


164 réponses

Après la poussée apparue lors de l'enquête de juin, la proportion des établissements envisageant de **réduire les effectifs permanents** est revenue à son niveau antérieur (**1 sur 10**). Elle demeure **plus élevée** toutefois dans la **construction** (2 sur 10). Pour l'essentiel, le **maintien est l'objectif poursuivi** ; les cas d'augmentation sont marginaux.

Les cas de suppression de postes permanents devraient être un peu moins nombreux

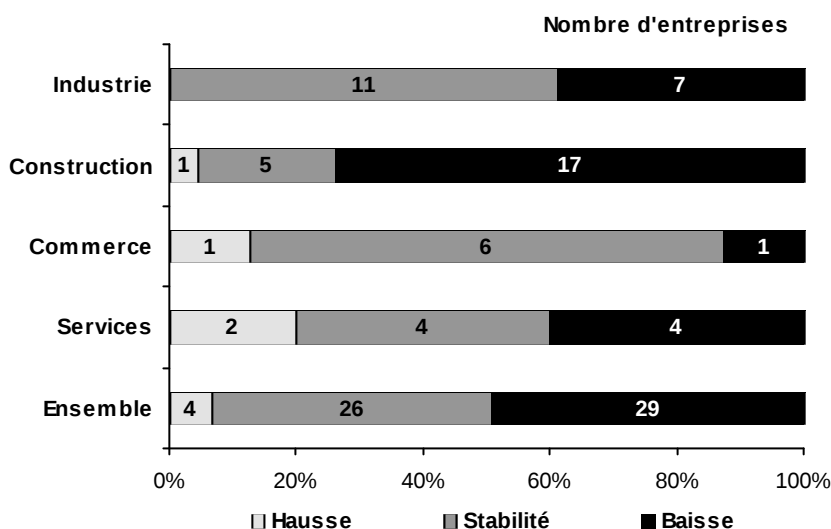
Prévisions des effectifs permanents



155 réponses

Vers une nouvelle réduction des postes non permanents

Prévisions des effectifs non permanents



59 entreprises concernées

Sur la lancée du trimestre précédent, les postes **intérimaires** devraient connaître une **nouvelle compression dans 1 établissement sur 2** qui y recourt (mais **3 sur 4 dans la construction**). Les cas de croissance sont là aussi très limités. L'étroitesse de l'échantillon ne permet pas de tirer davantage d'enseignements, notamment par secteur.

1 dirigeant sur 2 se dit **pessimiste**, autant qu'en juin.

Le moral s'est **dégradé** depuis juin dans **l'industrie et les services**.

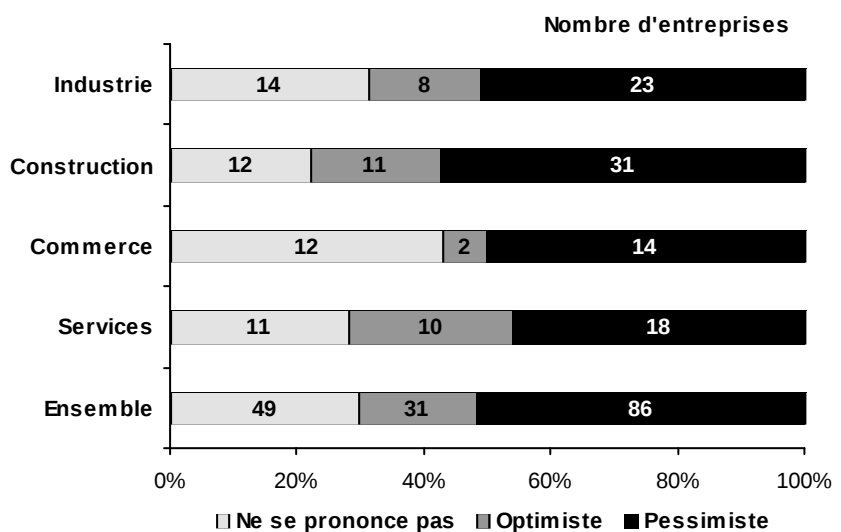
C'est dans le commerce de gros que les **indécis** sont les plus nombreux en proportion (plus de 4 sur 10) ; globalement ils sont 3 sur 10).

(voir également p. 12)

Une quarantaine de responsables éprouvent des craintes pour la **pérennité de leur entreprise**, soit la moitié de ceux qui se déclarent pessimistes (proportion identique à celle des deux enquêtes du début d'année). Comme précédemment, les menaces les plus sérieuses pèsent sur les services ; les craintes se font plus présentes dans la construction. **12 chefs d'entreprise** affirment devoir bientôt **cesser leur activité**.

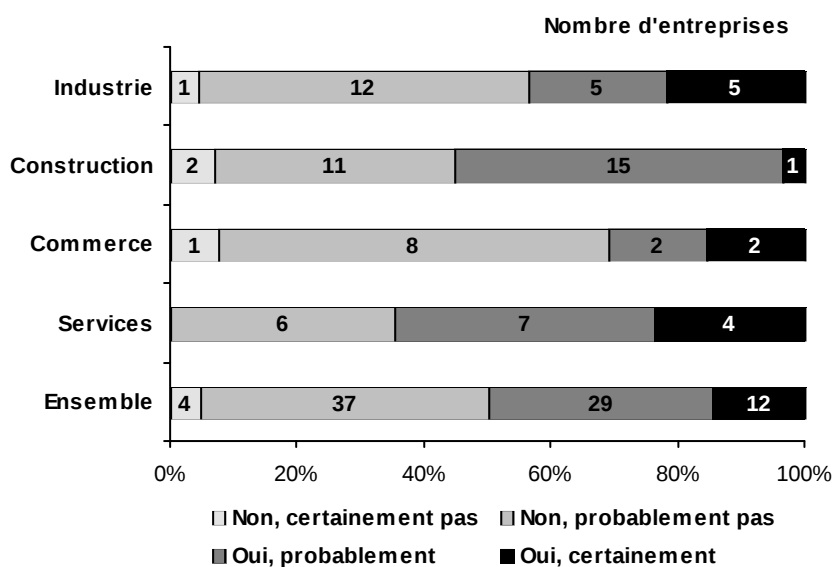
Le pessimisme tend à s'étendre

Sentiment général des dirigeants



166 réponses

Menaces sur la pérennité de l'entreprise



82 réponses sur 86 entreprises concernées

Le suivi de l'évolution des **soldes d'opinion** se fait sur les 9 dernières enquêtes.

Le ratio concernant les **cahiers de commande à 3 mois** est de nouveau en recul ; il est ainsi **néglatif** pour la 5^{ème} enquête consécutive.

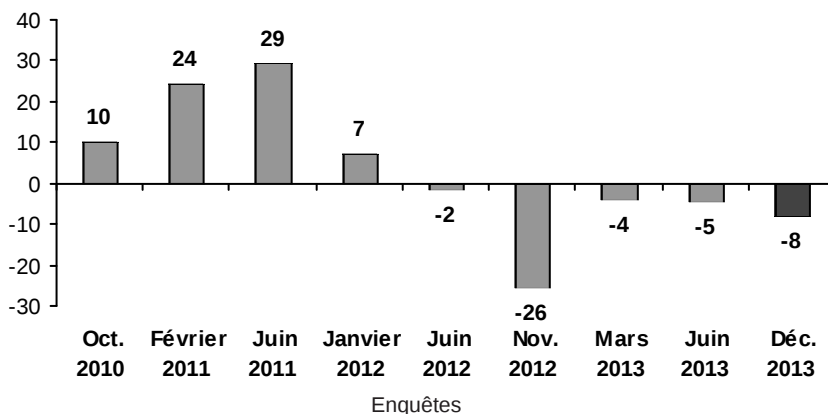
Les **divergences sectorielles** constatées en juin sont de nouveau marquées : **inquiétude forte** dans le **commerce de gros** et les **services**, **ratios** toujours **positifs** dans **l'industrie** et la **construction**, quoique plus faiblement.

Le sursaut du 2^{ème} trimestre semble définitivement éloigné. Les cahiers de commande et les prévisions d'activité apparaissent plutôt en retrait pour les prochains mois.

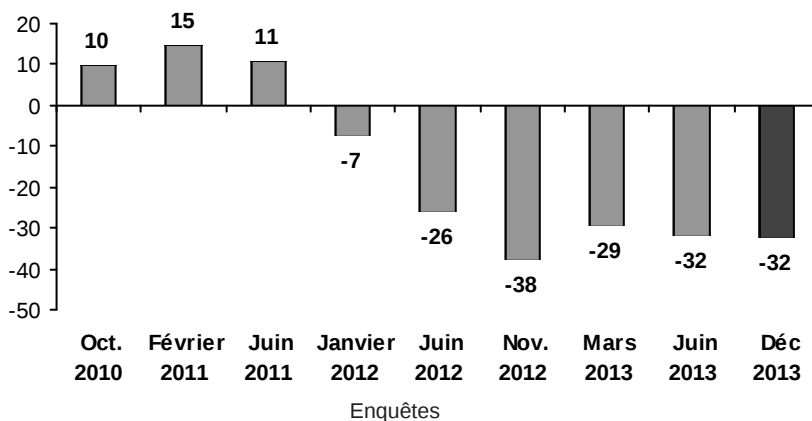
En conséquence, le **solde d'opinion sur le sentiment général** est très **néglatif**, de même niveau qu'en juin. Tous les secteurs sont concernés, avec une dégradation sensible dans les services.

Le moral faiblit de nouveau

Prévisions du cahier de commande à 3 mois



Sentiment général des dirigeants



Note méthodologique

Le solde d'opinion est défini comme la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et celle ayant exprimé une opinion négative. Il peut s'appliquer aux questions qui appellent une réponse à deux ou trois modalités, telles que "optimiste", "ne se prononce pas", "pessimiste" ou "rassurant", "inquiétant". A partir de ces réponses, on calcule le pourcentage de répondants optimistes et de répondants pessimistes. Le solde d'opinion est alors établi comme la différence entre ces deux pourcentages. L'intérêt de cet indicateur réside moins dans le résultat d'une enquête que dans son évolution au fil du temps.

Directeur de la publication : Alain QUILLIOUT - Edition électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 2267-5159

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher - 34 avenue Maunoury - 41000 BLOIS

Tél : 02.54.42.39.72 • Fax : 02.54.42.42.02 - www.pilote41.fr - E-mail : infos@observatoire41.com